YC. - 1 - L. 11.386/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 6 avril 1971, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat", a donné le 8 avril 1971 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1971 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn", heeft de 8e april 1971 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour objet de modifier le tableau des grades des agents de l'Etat annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964, mais exclusivement en ce qui concerne les Services du Premier Ministre.

L'expérience a fait apparaître que le Gouvernement apporte deux espèces différentes de modifications au tableau indiqué.

Tantôt les modifications concernent exclusivement un Ministère déterminé. Lorsqu'elles consistent en la création et le classement de nouveaux grades, il s'agit de grades particuliers propres à ce Ministère (1). Ces modifications peuvent et doivent se faire conformément aux règles applicables à l'établissement des dispositions d'exécution du statut relatives aux agents d'un Ministère déterminé : il faut la proposition et le contreseing du Ministre dont relève ce Ministère ainsi que l'avis du comité de consultation syndicale institué pour celui-ci.

.../...

---

(1) On peut citer comme exemples d'arrêtés apportant ainsi des modifications concernant exclusivement un Ministère déterminé :
- l'arrêté royal du 28 novembre 1966, publié au Moniteur belge du 28 décembre 1966, qui modifie la liste des grades existant aux Services du Moniteur belge (avis du Conseil d'Etat L.9435/2 du 23 novembre 1965 donné au Ministre de la Justice);
- l'"arrêté royal du 22 juin 1967 modifiant, en ce qui concerne le Ministère des Travaux publics, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat", arrêté publié au Moniteur belge du 11 juillet 1967 (avis du Conseil d'Etat L. 10.026/2 du 11 mai 1967 donné au Ministre des Travaux publics).

Tantôt les modifications intéressent, au contraire, tous les Ministères (1). Lorsqu'elles consistent en la création et le classement de nouveaux grades, il s'agit de grades communs à tous les Ministères. Ces modifications doivent se faire conformément aux règles applicables aux dispositions d'exécution du statut relatives aux agents de l'ensemble des Ministères : il faut la proposition et le contreseing du Ministre de la Fonction publique ainsi que l'avis du comité général de consultation syndicale (2).

Sauf en certains cas demeurés exceptionnels (3), les mentions insérées dans le tableau des grades pour indiquer les modifications concernant exclusivement un Ministère ou des services déterminés ne précisent pas le Ministère ou les services pour lesquels les grades nouveaux sont créés. Il en résulte que ces grades, conçus comme des grades particuliers propres à un Ministère déterminé et établis selon les règles applicables à de tels grades, risquent d'être considérés à

.../...

(1) (2) Tels qu'ils ont été interprétés par le Conseil d'Etat, les arrêtés suivants apportent au tableau des grades des modifications ayant cette portée générale :

- l'arrêté royal du 26 août 1970 qui classe les grades de premier commissaire de l'Etat et de commissaire principal de l'Etat, arrêté publié au Moniteur belge du 1er octobre 1970 (avis du Conseil d'Etat L. 11.054/1 du 19 février 1970 donné au Ministre de la Santé publique);
- l'arrêté royal du 10 avril 1970 qui crée et classe de nouveaux grades pour le personnel des établissements de l'Etat pour malades mentaux, arrêté publié au Moniteur belge du 30 juin 1970 (avis du Conseil d'Etat L.11.055/1 du 19 février 1970 donné au Ministre de la Santé publique).

(3) Voir l'arrêté royal du 28 novembre 1966 cité plus haut.

tort comme des grades communs, susceptibles d'être conférés aux agents de chaque Ministère. La manière dont les modifications au tableau des grades sont souvent présentées est donc équivoque, et peut aboutir à des décisions irrégulières.

Il se recommande dès lors d'amender la méthode généralement suivie jusqu'ici, pour éliminer le danger de confusion qu'elle recèle.

En ce qui concerne le présent projet, il y a lieu d'y énoncer qu'il vise exclusivement les Services du Premier Ministre. Cette précision devrait être insérée à la fois dans l'intitulé et dans la mention portée dans le tableau pour chacun des nouveaux grades créés.

En ce qui concerne le tableau des grades annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1968, il se recommande que le Gouvernement en entreprenne la revision; pour écarter la difficulté indiquée, il est nécessaire que tout en conservant un caractère général, ce tableau fasse - sous la forme qui sera jugée la plus adéquate - une distinction entre les grades communs à tous les Ministères et les grades particuliers propres à des Ministères déterminés.

INTITULE.

Comme le Conseil d'Etat l'a observé ci-dessus, il y aurait lieu de préciser l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les Services du Premier Ministre, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat".

.../...

PREAMBULE .

Alinéas 2 et 3.

Il convient de viser également l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et, par conséquent, l'arrêté royal du 17 septembre 1969, qui a modifié ce dernier article.

En outre, il convient de viser l'arrêté royal modificatif du 5 avril 1968, qui a remplacé en son entier le tableau annexé au texte originel de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 par un tableau nouveau.

Les alinéas 2 et 3 du préambule pourraient dès lors être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 4 et 6 modifiés par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 5 avril 1968;".

Avis des conseils de direction.

Les arrêtés qui créent un grade dans un Ministère déterminé et qui le classent constituent des dispositions particulières qui assurent, dans ce Ministère, l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat : ces arrêtés tombent donc sous l'application de l'article 6 dudit arrêté royal du 2 octobre 1937 qui, depuis sa modification par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, soumet les arrêtés dont il s'agit à l'avis préalable du conseil de direction.

.../...

En émettant un avis sur le projet d'arrêté ministériel qui a été soumis le 28 décembre 1970 au Conseil d'Etat (1), les conseils de direction des Services du Premier Ministre se sont déjà prononcés sur les questions réglées par le présent projet. Il suffit, dès lors, de compléter le préambule par la mention : "Vu les avis des conseils de direction des Services du Premier Ministre".

Article 1er.

Dans la présentation des arrêtés modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964, il est indispensable de tenir compte de la présentation donnée aux dispositions de ce dernier arrêté et du tableau y annexé, encore que cette présentation soit imparfaite sur plusieurs points.

I. La note de base de page **définit la notion de "suppression d'un grade". Mais si plusieurs notes de bas de page font mention de certains grades comme étant des grades "abrogés", aucune disposition de l'arrêté royal du 5 avril 1968 ni aucune indication du tableau ne définit la notion de l'"abrogation d'un grade". Selon la circulaire adressée le 14 avril 1967 à ses collègues par le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, "abroger un grade signifie que celui-ci disparaît de la liste". Les expressions"supprimer un grade" et "abroger un grade" sont donc employées dans un sens purement conventionnel et, au surplus, d'une manière critiquable. Lors de la révision du tableau des grades, il se recommande de remplacer ces expressions par des expressions plus adéquates.

.../...

(1) Avis L.11.319/2 du 10 février 1971 donné au Premier Ministre.

II. Le projet indique à côté de la mention des divers grades auxquels il est relatif, la date à laquelle chacun de ces grades est créé, "supprimé" ou "abrogé". Ce mode de présentation n'est pas en harmonie avec le mode de présentation de l'arrêté modifié, où les dates de création, "suppression" et "abrogation" des grades sont indiquées dans des notes de bas de page.

Il convient également d'utiliser le procédé des notes de bas de page dans le présent arrêté modificatif pour assurer sa concordance avec l'arrêté modifié, et le tableau annexé à cet arrêté.

Toutefois, comme une modification présentée exclusivement sous cette forme risque d'être difficilement compréhensible pour d'autres personnes que les fonctionnaires compétents, il paraît utile d'énoncer d'abord les dispositions du projet sous la forme d'un texte indépendant.

L'article 1er du projet pourrait, dès lors, être remplacé par deux articles distincts rédigés comme suit :

"Article 1er.-

Dans les Services du Premier Ministre :

A. Les grades suivants sont créés à la date indiquée respectivement pour chacun d'eux :

au rang 13 : conseiller philologue 1er août 1964
...(la suite comme au projet) ...

B. Les grades suivants sont supprimés à la date indiquée respectivement pour chacun d'eux; toutefois, les agents qui étaient titulaires d'un de ces grades le conservent ainsi que le traitement y attaché :

au rang 24 : référendaire de 1ère classe 1er juillet 1967
...(la suite comme au projet)....

.../...

C. Les grades suivants sont, à la date indiquée respectivement pour chacun d'eux, rayés de la liste des grades que peuvent porter les agents de l'Etat :

au rang 13 : inspecteur en chef 1er janvier 1969

... (la suite comme au projet) ...

Article 2.-

§ 1er. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1968, sous l'intitulé "II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif", et sous l'intitulé "I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif", les mentions des grades suivants sont insérées:

au rang 13 :

conseiller philologue (Services du Premier Ministre) (41)

conseiller psychologue(Services du Premier Ministre) (41)

au rang 11 :

conseiller adjoint psychologue
(Services du Premier Ministre) (42)

au rang 25 :

adjoint de secrétariat de 1ère classe
(Services du Premier Ministre) (43)

au rang 24 :

adjoint de secrétariat de 2e classe
(Services du Premier Ministre) (43)

au rang 30 :

agent d'accueil (Services du Premier Ministre) (42).

.../...

§ 2. Au même tableau, en regard des mentions de grades reproduites ci-dessous, sont ajoutés les appels de note suivants :

		Appels de note à insérer.
rang 24	référendaire de 1ère classe	(44)
rang 22	économe de 2e classe	(45)
rang 21	commissaire adjoint de travaux	(44)
rang 13	inspecteur en chef	(46)
rang 11	référendaire en chef	(47)
rang 10	référendaire principal	(47)
rang 23	référendaire de 2e classe	(48)
rang 22	référendaire de 3e classe	(28)
rang 21	commissaire adjoint	(49)
	référendaire adjoint	(49)

§ 3. Les notes figurant au bas du même tableau sont complétées comme suit :

(41) Créé avec effet au 1er août 1964.
(42) Créé avec effet au 1er décembre 1968.
(43) Créé avec effet au 1er juillet 1970 en remplacement du grade d'adjoint de secrétariat.
(44) Supprimé avec effet au 1er juillet 1967.
(45) Supprimé avec effet au 1er juillet 1970.
(46) Abrogé avec effet au 1er janvier 1969.
(47) Abrogé avec effet au 1er octobre 1967.
(48) Abrogé avec effet au 1er mars 1970.
(49) Abrogé avec effet au 1er novembre 1968".

L'article 2 du projet en deviendra l'article 3.

.../...

RETROACTIVITE.

Les indications de date impliquant que l'arrêté en projet donne un effet rétroactif aux créations, "suppressions" et "abrogations" de grades qu'il opère. L'avis lui ayant été demandé dans le délai de trois jours, le Conseil d'Etat n'a pu examiner si la rétroactivité de chacune de ces mesures reste compatible avec les principes de droit applicables en la matière.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp heeft tot doel de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel der graden van het Rijkspersoneel te wijzigen, maar uitsluitend wat betreft de Diensten van de Eerste Minister.

De ervaring heeft aangetoond dat de Regering in die tabel twee verschillende soorten van wijzigingen aanbrengt.

Nu eens hebben de wijzigingen uitsluitend betrekking op een bepaald Ministerie. Wanneer zij bestaan in het instellen en indelen van nieuwe graden, betreft het bijzondere graden die eigen zijn aan dat Ministerie (1). Die wijzigingen kunnen en moeten worden aangebracht overeenkomstig de regelen die gelden voor het vaststellen van bepalingen tot uitvoering van het statuut die betrekking hebben op het personeel van een bepaald Ministerie : in dat geval is de voordracht en de medeonderteking door de Minister onder wie dat Ministerie ressorteert, alsook het advies van de daarvoor ingestelde syndicale raad van advies vereist.

.../...

(1) Als voorbeelden van besluiten die wijzigingen betreffende slechts één bepaald Ministerie aanbrengen, kunnen worden vermeld :

- het koninklijk besluit van 28 november 1966, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 december 1966, dat de lijst van de bij de Diensten van het Belgisch Staatsblad bestaande graden wijzigt (advies van de Raad van State L. 9.435/2 van 23 november 1965 aan de Minister van Justitie);
- het "koninklijk besluit van 22 juni 1967 tot wijziging, met betrekking tot het Ministerie van Openbare Werken, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn", welk besluit bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 11 juli 1967 (advies van de Raad van State L. 10.026/2 van 11 mei 1967 aan de Minister van Openbare Werken).

In andere gevallen hebben de wijzigingen integendeel betrekking op alle Ministeries (1). Wanneer zij bestaan in het instellen en indelen van nieuwe graden, betreft het graden die aan alle Ministeries gemeen zijn. Die wijzigingen moeten worden aangebracht overeenkomstig de regelen die gelden voor de bepalingen tot uitvoering van het statuut die betrekking hebben op het personeel van alle Ministeries : dan is de voordracht en de medeondertekening door de Minister van het Openbaar Ambt, alsook het advies van de algemene syndicale raad van advies vereist (2).

Behalve in sommige gevallen die uitzonderingen zijn gebleven (3), preciseren de vermeldingen die in de tabel der graden zijn ingevoegd om de wijzigingen aan te geven die uitsluitend een Ministerie of bepaalde diensten betreffen, niet voor welk Ministerie of welke diensten de nieuwe graden ingesteld zijn. Dit brengt mede dat die graden, opgevat als

.../...

---

(1) (2) Zoals zij door de Raad van State geïnterpreteerd zijn, brengen de volgende besluiten in de tabel der graden wijzigingen met die algemene strekking aan :

- het koninklijk besluit van 26 augustus 1970 dat de graden van eerste staatscommissaris en van eerstaanwezend staatscommissaris indeelt, welk besluit bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1970 (advies van de Raad van State L.11.054/1 van 19 februari 1970 aan de Minister van Volksgezondheid);
- het koninklijk besluit van 10 april 1970 dat nieuwe graden instelt en indeelt voor het personeel van de Rijksinrichtingen voor geesteszieken, welk besluit bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 30 juni 1970 (advies van de Raad van State L. 11.055/1 van 19 februari 1970 aan de Minister van Volksgezondheid).

(3) Zie het eerdervermelde koninklijk besluit van 28 november 1966.

bijzondere graden die eigen zijn aan een bepaald Ministerie en vastgesteld volgens de voor zodanige graden geldende regelen, ten onrechte zouden kunnen worden beschouwd als gemeenschappelijke graden die aan de personeelsleden van elk Ministerie kunnen worden verleend. De wijze waarop de wijzigingen in de tabel der graden veelal worden voorgesteld is dus dubbelzinnig en kan tot onregelmatige beslissingen leiden.

Het verdient dan ook aanbeveling de methode die tot dusver algemeen gevolgd werd, te wijzigen om het daaraan verbonden gevaar van verwarring te ondervangen.

In het onderhavige ontwerp dient te worden bepaald dat het uitsluitend slaat op de Diensten van de Eerste Minister. Die verduidelijking zou moeten worden aangebracht zowel in het opschrift als in de vermelding die in de tabel wordt opgenomen voor elk van de ingestelde nieuwe graden.

Wat de tabel der graden betreft die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1968, de Regering zou er goed aan doen deze te herzien. Om de moeilijkheid waarop reeds gewezen is, te ondervangen, moet die tabel, terwijl zij een algemeen karakter kan behouden, een onderscheid maken - in de vorm die het meest geschikt wordt bevonden - tussen de graden die gemeen zijn aan alle Ministeries en de bijzondere graden die eigen zijn aan bepaalde Ministeries.

.../...

OPSCHRIFT.

Zoals de Raad van State hiervoren heeft opgemerkt, zou het opschrift als volgt moeten worden verduidelijkt :

"Koninklijk besluit tot wijziging, wat de Diensten van de Eerste Minister betreft, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn".

AANHEF.

Tweede en derde lid.

Er moet ook worden verwezen naar artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en derhalve ook naar het koninklijk besluit van 17 september 1969 dat dit laatste artikel gewijzigd heeft.

Bovendien moet worden verwezen naar het koninklijk wijzigingsbesluit van 5 april 1968 dat de bij de oorspronkelijke tekst van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel geheel door een nieuwe tabel heeft vervangen.

Het tweede en het derde lid van de aanhef zouden derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 4 en 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, gewijzigd onder meer bij het koninklijk besluit van 5 april 1968;".

Adviezen van de directieraden.

Besluiten die in een bepaald Ministerie een graad instellen en deze indelen, zijn bijzondere bepalingen die, in dat Ministerie, het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel uitvoeren : die besluiten vallen dus onder toepassing van artikel 6 van het genoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 dat, sedert het bij het koninklijk besluit van 17 september 1969 is gewijzigd, de bedoelde besluiten aan het voorafgaand advies van de directieraad onderwerpt.

Wanneer zij advies uitgebracht hebben over het ontwerp-ministerieel besluit dat op 28 december 1970 aan de Raad van State is voorgelegd (1), hebben de directieraden van de Diensten van de Eerste Minister zich reeds uitgesproken over de in het onderhavige ontwerp geregelde aangelegenheden. Het is dan ook voldoende de aanhef aan te vullen met de vermelding : "Gelet op de adviezen van de directieraden van de Diensten van de Eerste Minister".

.../...

(1) Advies L. 11.319/2 van 10 februari 1971 aan de Eerste Minister.

Artikel 1.

In de opmaak van de besluiten tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 moet rekening gehouden worden met de opmaak van de bepalingen van dit laatste besluit en van de daarbij gevoegde tabel, ook al laat deze in menig opzicht te wensen over.

I. De voetnoot.** omschrijft het begrip "afschaffing van een graad". Maar ofschoon verscheidene voetnoten sommige graden vermelden als "opgeheven graden", geeft geen enkele bepaling van het koninklijk besluit van 5 april 1968 en geen enkele vermelding in de tabel een omschrijving van het begrip "opheffing van een graad". Volgens de omzendbrief welke de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt op 14 april 1967 aan zijn collega's heeft gezonden, betekent het opheffen van een graad dat die graad van de lijst wordt afgevoerd. De termen "een graad afschaffen" en "een graad opheffen" zijn dus gebruikt in een zuivere conventionele betekenis en bovendien op een wijze die niet vrij is van kritiek. Bij de herziening van de tabel der graden ware het geraden die termen door meer geschikte te vervangen.

II. Het ontwerp geeft naast de vermelding van de diverse graden waarop het betrekking heeft de datum op waarop elk van die graden is ingesteld, "afgeschaft" of "opgeheven". Deze opmaak komt niet overeen met die van het gewijzigde besluit, waarin de data van instelling, "afschaffing" en "opheffing" van de graden in voetnoten zijn vermeld.

.../...

Ook in het onderhavige wijzigingsbesluit moet met voetnoten worden gewerkt ter wille van de overeenstemming met het gewijzigde besluit en met de daarbij gevoegde tabel.

Aangezien een wijziging die uitsluitend in die vorm wordt voorgesteld, moeilijk verstaanbaar zou kunnen zijn voor andere personen dan de bevoegde ambtenaren, lijkt het nochtans nuttig de bepalingen van het ontwerp eerst in de vorm van een op zichzelf staande tekst te stellen.

Artikel 1 van het ontwerp zou derhalve kunnen worden vervangen door twee artikelen, geredigeerd als volgt :

"Artikel 1.-

In de Diensten van de Eerste Minister :

A. Worden de volgende graden ingesteld op de datum die voor elke graad is vermeld :

in rang 13 : adviseur filoloog 1 augustus 1964

... (voorts zoals in het ontwerp)...

B. Worden de volgende graden afgeschaft op de datum die voor elke graad is vermeld; nochtans behouden de ambtenaren die titularis van één van die graden waren, die graad alsook de eraan verbonden wedde :

in rang 24 : referendaris 1e klasse 1 juli 1967

... (voorts zoals in het ontwerp)...

C. Worden de volgende graden van de lijst van de graden waarvan de Rijksambtenaren titularis kunnen zijn, afgevoerd op de datum die voor elke graad is vermeld :

in rang 13 : hoofdinspecteur 1 januari 1969

... (voorts zoals in het ontwerp)...

.../...

Artikel 2.-

§ 1. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1968, worden onder het opschrift "I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, afdeling A, Administratief personeel", en onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, afdeling A, Administratief personeel", de vermeldingen van de volgende graden ingevoegd :

in rang 13 :
adviseur filoloog (Diensten van de Eerste Minister) (41)
adviseur psycholoog (Diensten van de Eerste Minister) (41)

in rang 11 :
adjunct-adviseur psycholoog
(Diensten van de Eerste Minister) (42)

in rang 25 :
secretarie-adjunct 1e klasse
(Diensten van de Eerste Minister) (43)

in rang 24 :
secretarie-adjunct 2e klasse
(Diensten van de Eerste Minister) (43)

in rang 30 :
onthaalbeambte (Diensten van de Eerste Minister) (42)

§ 2. In dezelfde tabel worden naast de hierna opgenomen graadvermeldingen de volgende verwijzingen naar de voetnoten toegevoegd :

.../...

In te voegen verwijzingen naar de voetnoten.

rang 24	referendaris 1e klasse	(44)
rang 22	huismeester 2e klasse	(45)
rang 21	adjunct-commissaris van werken	(44)
rang 13	hoofdinspecteur	(46)
rang 11	hoofdreferendaris	(47)
rang 10	e. a. referendaris	(47)
rang 23	referendaris 2e klasse	(48)
rang 22	referendaris 3e klasse	(28)
rang 21	adjunct-commissaris	(49)
	adjunct-referendaris	(49)

§ 3. De voetnoten op dezelfde tabel worden als volgt aangevuld :

(41) Ingesteld met uitwerking op 1 augustus 1964.

(42) Ingesteld met uitwerking op 1 december 1968.

(43) Ingesteld met uitwerking op 1 juli 1970 ter vervanging van de graad van secretarie-adjunct.

(44) Afgeschaft met uitwerking op 1 juli 1967.

(45) Afgeschaft met uitwerking op 1 juli 1970.

(46) Opgeheven met uitwerking op 1 januari 1969.

(47) Opgeheven met uitwerking op 1 oktober 1967.

(48) Opgeheven met uitwerking op 1 maart 1970.

(49) Opgeheven met uitwerking op 1 november 1968".

Artikel 2 van het ontwerp wordt artikel 3.

.../...

TERUGWERKING.

De vermeldingen van de data impliceren dat het ontwerp-besluit terugwerkende kracht verleent aan de instellingen, "afschaffingen" en "opheffingen" van graden welke het verricht. Aangezien de Raad van State verzocht is binnen drie dagen advies te geven, heeft hij niet kunnen nagaan of de terugwerking van elk van die maatregelen overeen te brengen blijft met de ter zake geldende rechtsbeginselen.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, président du Conseil d'Etat,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : voorzitter van de Raad van State,

staatsraden,

adjunct-griffier, greffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.